



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Rapport annuel 2014

**du Conseil fédéral
sur la participation de la Suisse au
Conseil de partenariat euro-atlantique
et au
Partenariat pour la paix**

Berne, le 20 mars 2015

Table des matières

1. Aperçu	3
2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats flexibles	4
2.1 Sommet de l'OTAN	4
2.2 Rencontres ministérielles de l'OTAN	4
2.3 Rencontres des chefs d'armée	5
2.4 Consultations politiques et rencontres au niveau des ambassadeurs	5
2.5 Rencontres du Comité militaire	6
2.6 Visites bilatérales	6
3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)	7
3.1 Coopération dans les domaines civils	7
3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense	7
3.1.2 Droit international humanitaire	7
3.1.3 Participation de la Suisse aux fonds d'affectation spéciale	8
3.1.4 Plans civils d'urgence	8
3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises	9
3.1.6 Autres activités civiles	9
3.2 Coopération dans les domaines militaires	9
3.2.1 Développement des forces armées et standardisation	9
3.2.2 Coopération en matière de formation	10
3.2.3 Recherche et développement technologiques en matière d'armement	11
4. Activités des centres de Genève et du Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPFZ	12
4.1 Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP)	12
4.2 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF)	12
4.3 Centre d'études sur la politique de sécurité de l'EPFZ (CSS)	13
5. Annexes	15
5.1 Cours PPP en Suisse	15
5.2 Autres manifestations	19
5.3 Finances	20
5.4 Abréviations	21
5.5 Liens	21

1. Aperçu

Pendant l'année sous revue, la question de l'orientation future de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a gagné en importance à la suite de la crise ukrainienne. Cette question fait l'objet de discussions depuis quelques années, notamment dans le contexte de la fin de la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan à la fin de 2014. Le sujet de la situation en matière de sécurité en Europe est fortement revenu au centre des débats; c'est pourquoi l'OTAN s'est davantage concentrée sur ses tâches clés d'alliance défensive.

En 2014, les discussions au sein de l'OTAN et entre les Alliés et les pays partenaires ont porté principalement sur la disponibilité opérationnelle, les capacités et l'interopérabilité. Avec 23 autres pays partenaires¹, la Suisse a été invitée à participer à la nouvelle plateforme d'interopérabilité, lancée officiellement lors du sommet de l'OTAN qui s'est déroulé au Pays de Galles au mois de septembre. La secrétaire générale du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) a représenté la Suisse lors de cette rencontre. Cette nouvelle plateforme doit jouer le rôle d'un forum permettant de favoriser le dialogue et la coopération entre l'OTAN et ses partenaires dans le domaine de l'interopérabilité. L'objectif est de garantir la capacité à coopérer de l'OTAN et des partenaires intéressés aussi après la fin des grandes opérations (FIAS, KFOR).

Pendant l'année sous revue, aucune rencontre ministérielle n'a eu lieu au format KFOR. La Suisse a toutefois régulièrement pris part aux consultations sur l'engagement au Kosovo, auquel elle continue de participer avec un contingent militaire (Swisscoy). En été 2014, le Parlement a approuvé la prolongation de l'engagement de la Swisscoy jusqu'à fin 2017. Le contingent peut désormais compter jusqu'à 235 militaires. De plus, en cas de nécessité, jusqu'à 60 militaires supplémentaires peuvent également être engagés pour une durée maximale de quatre mois. S'agissant de la réduction des troupes planifiée, la politique de réduction échelonnée a été abandonnée à la suite de la signature de l'accord sur la normalisation des rapports entre la Serbie et le Kosovo. En lieu et place, les effectifs doivent désormais être adaptés à la menace actuelle.

Le président de la Confédération pour l'année 2014, en sa qualité de président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a participé au sommet de l'OTAN au Pays de Galles. En 2014, la Suisse a pris part à plusieurs réunions multilatérales au niveau des ambassadeurs concernant les développements de la crise ukrainienne et des conflits au Moyen-Orient. Par ailleurs, une rencontre consacrée à la fin de la mission de la FIAS en Afghanistan a réuni tous les Etats fournissant actuellement ou ayant fourni des troupes à la force internationale. Parallèlement, la Suisse et l'OTAN ont tenu plusieurs rencontres bilatérales, dont une nouvelle ronde d'entretiens d'état-major annuels avec le chef de la Division des affaires politiques et de la politique de sécurité de l'OTAN, qui s'est déroulée à Berne.

La Suisse a poursuivi sa collaboration active au sein du Partenariat pour la paix (PPP) comme de coutume. L'armée et armasuisse ont profité de l'échange de connaissances et d'expériences ainsi que de la possibilité de participer individuellement à des cours et à des exercices. En outre, la Suisse continue d'aider certains Etats du Partenariat en Europe de l'Est et du Sud-Est, dans le Caucase du Sud et dans l'espace méditerranéen à développer des structures de sécurité et de défense démocratiques ainsi qu'à mettre en lieu sûr ou à détruire des munitions, des armes légères et des explosifs.

La Suisse a proposé aux Etats membres du Partenariat 21 cours PPP, y compris des cours des centres de Genève, sur les thèmes usuels: droit international humanitaire, coopération entre organes civils et organes militaires, instruction des sous-officiers, formation à la communication, désarmement et maîtrise des armements, entraînement alpin et formation générale en matière de politique de sécurité. L'offre des cours a été comparable à celle des années précédentes pour ce qui est du nombre et des contenus.

¹ Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bosnie et Herzégovine, Corée du Sud, Emirats arabes unis, Finlande, Géorgie, Irlande, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Macédoine, Maroc, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Serbie, Suède, Suisse, Ukraine.

2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats flexibles

2.1 Sommet de l'OTAN

A l'invitation du Royaume-Uni, le sommet de l'OTAN s'est tenu les 4 et 5 septembre 2014 à Newport, au Pays de Galles. Les 28 chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Alliance y ont également convié 32 pays partenaires ainsi que plusieurs organisations internationales. Ce sommet, qui devait initialement clore le chapitre afghan de l'organisation, a en fait consacré le recentrage de l'Alliance sur sa tâche de défense collective, conséquence de la crise en Ukraine et des tensions avec la Russie.

En matière de sécurité européenne, les Alliés ont confirmé les mesures de réassurance au profit des Alliés orientaux, consistant en une intensification des exercices et des déploiements plus réguliers d'unités aériennes, navales et terrestres sur les territoires des Alliés orientaux. La volonté des Alliés de réinvestir dans la défense a également été l'objet d'un engagement formel, sur une ligne déjà antérieurement définie: 2 % du produit intérieur brut doivent être consacrés à la défense, dont 20 % pour les investissements d'ici à 2020.

L'OTAN s'est également intéressée à ses partenaires, comme le montrent les nombreuses sections du sommet qui leur ont été consacrées. Ainsi, les ministres des affaires étrangères alliés ont rencontré leurs homologues des pays candidats (Bosnie et Herzégovine, Macédoine, Géorgie et Monténégro) pour confirmer la *politique de la porte ouverte* et encourager ces pays à persévérer dans leurs réformes.

La Suisse a été invitée à participer au sommet dans le cadre d'une réunion sur l'interopérabilité au niveau des ministres de la défense, dans le but de lancer la plateforme d'interopérabilité, un nouveau forum visant à améliorer la coopération et le dialogue sur cet aspect de la collaboration avec l'Alliance. A cette occasion, la secrétaire générale du DDPS a pris la tête de la délégation suisse. Par ailleurs, une première lors d'un sommet de l'OTAN, les trois autres organisations euro-atlantiques – l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et l'OSCE – ont été invitées afin d'évoquer les défis qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la zone euro-atlantique. Le président de la Confédération, en sa qualité de président de l'OSCE, a représenté l'organisation à cette occasion et a notamment lancé un appel au dialogue avec la Russie.

2.2 Rencontres ministérielles de l'OTAN

Pendant l'année sous revue, la Suisse n'a pas participé aux rencontres ministérielles de l'OTAN. Celles-ci sont toutefois mentionnées dans le présent rapport, car elles ont abordé des thèmes importants pour la Suisse, notamment la crise en Ukraine, les relations entre l'OTAN et la Russie et la question de l'interopérabilité entre l'OTAN et ses partenaires.

Trois réunions ont eu lieu au niveau des ministres des affaires étrangères de l'OTAN en 2014. La première rencontre, qui s'est déroulée en avril, s'est concentrée sur la suite de la crise en Ukraine et les relations entre l'OTAN et la Russie, entérinant la fin de la coopération pratique avec Moscou, tout en laissant la porte ouverte au dialogue politique. A cette occasion, l'Alliance s'est recentrée sur la défense collective, souhait de ses membres orientaux. Les questions d'interopérabilité et d'amélioration des capacités ont aussi été traitées, ainsi que les relations avec les pays du Golfe et le futur engagement en Afghanistan. Lors de leur deuxième rencontre en juin, les ministres des affaires étrangères se sont surtout concentrés sur les préparatifs du sommet de l'OTAN au Pays de Galles et ont confirmé leur approche vis-à-vis de la Russie (voir le ch. 2.1). En outre, les ministres ont adopté le plan opérationnel concernant la mission Soutien résolu (*Resolute Support*), qui prend la suite de la FIAS en Afghanistan. Finalement, les ministres des affaires étrangères se sont réunis en décembre. Cette rencontre, la première après le sommet, a permis de faire le point sur les travaux en cours, en particulier sur les mesures d'adaptation de l'OTAN quant à la situation en matière de sécurité en Europe. S'agissant

de l'Afghanistan, la mission Soutien résolu a été formellement lancée lors d'une rencontre réunissant les Alliés et les partenaires qui y participent². L'OTAN sera donc présente encore deux ans dans le cadre d'une opération non combattante de soutien aux forces armées afghanes.

Deux réunions au niveau des ministres de la défense ont également été organisées pendant l'année sous revue. Lors de leur première rencontre en février, avant la crise avec la Russie, les Alliés se sont penchés sur la question des capacités de l'Alliance en matière de défense. Les résultats de cette rencontre, qui a également abordé les questions liées à l'interopérabilité avec les partenaires, à la défense intelligente, à la cyberdéfense et à l'engagement de l'OTAN en Afghanistan, ont cependant rapidement été relégués au second plan à la suite de la détérioration de la situation en Ukraine. C'est donc dans une ambiance bien différente que les ministres de la défense de l'OTAN se sont à nouveau rencontrés en juin. Cette réunion a surtout permis de mettre le narratif en place à l'approche du sommet au Pays de Galles, désormais axé sur la sécurité collective, le lien transatlantique et la nécessité pour l'Europe de réinvestir dans la défense.

La thématique de l'engagement de la KFOR au Kosovo, placé sous la conduite de l'OTAN, n'a pas été abordée au niveau ministériel en 2014, bien qu'elle figure dans la Déclaration du sommet de l'OTAN.

2.3 Rencontres des chefs d'armée

Le chef des Relations internationales de la Défense, en sa qualité de représentant du chef de l'Armée, et le représentant militaire de la Suisse auprès de l'OTAN ont participé à deux séances dans le cadre de la rencontre du Comité militaire de l'OTAN, qui s'est déroulée au mois de janvier, au niveau des chefs d'armée et des chefs d'état-major général: celle du CPEA et celle de la KFOR.

La réunion au format CPEA a été consacrée principalement à la mise en œuvre de la nouvelle structure de l'OTAN en matière de coopération militaire avec les pays partenaires et à l'identification de domaines de coopération possibles entre Alliés et partenaires.

Lors de la rencontre au format KFOR, les Etats engagés militairement ont reçu des informations concernant la situation actuelle au Kosovo en matière de sécurité ainsi que la planification des opérations correspondante.

2.4 Consultations politiques et rencontres au niveau des ambassadeurs

Pendant l'année sous revue, le chef de la Mission suisse auprès de l'OTAN a participé à sept réunions convoquées par le secrétaire général de l'Alliance au niveau des ambassadeurs.

Une rencontre des ambassadeurs du CPEA en mars, sollicitée par l'Ukraine, a porté sur la situation dans la péninsule de Crimée. C'est la première fois dans l'histoire du CPEA qu'une réunion était convoquée en raison d'une crise de sécurité internationale affectant deux de ses membres. Le sujet de discussion initial de la deuxième rencontre du 17 juin, à savoir le 20^e anniversaire du PPP, a été relégué au second plan par les échanges entre les Alliés, les partenaires et le représentant de la Fédération de Russie concernant la crise entre l'Ukraine et la Russie.

La première rencontre des ambassadeurs au format Conseil de l'Atlantique Nord+WEP-6³ a eu lieu en avril et portait sur les conséquences de la crise en Ukraine. Le rôle positif qu'a joué la présidence suisse de l'OSCE a été mentionné par plusieurs Alliés et partenaires. La deuxième rencontre dans ce format, en octobre, portait sur les développements au Moyen-Orient, plus précisément sur l'Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak, la situation

² Etats participant à la mission Soutien résolu: Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bosnie et Herzégovine, El Salvador, Emirats arabes unis, Finlande, Géorgie, Irlande, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Macédoine, Maroc, Moldavie, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Serbie, Suède, Ukraine.

³ Partenaires d'Europe occidentale (WEP): Autriche, Finlande, Irlande, Malte, Suède, Suisse.

humanitaire de la population civile dans la région et le danger que représentent les combattants étrangers.

Le Conseil de l'Atlantique Nord s'est réuni en juillet pour la première fois dans un format rassemblant les Alliés et les partenaires considérés comme partageant le même point de vue, soit le WEP-6, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud. Le sujet de discussion était la crise en Ukraine; encore une fois, l'engagement positif de la Suisse dans l'OSCE a été souligné.

Egalement en juillet a eu lieu une réunion officielle du Conseil de l'Atlantique Nord au format KFOR. L'engagement au Kosovo continue d'être vu comme un succès. Concernant le passage prévu à la prochaine phase opérationnelle (*Gate 3*, qui inclut une nouvelle réduction des troupes), la décision selon laquelle les conditions-cadres requises à cet effet ne sont toujours pas entièrement réunies a été confirmée. En lieu et place d'une réduction des troupes échelonnée, les effectifs doivent désormais être adaptés à la menace actuelle.

La dernière réunion au niveau des ambassadeurs a eu lieu en décembre au format Conseil de l'Atlantique Nord et Etats fournissant actuellement ou ayant fourni des troupes à la FIAS. Il s'agissait de la dernière rencontre du Conseil de l'Atlantique Nord au format FIAS.

2.5 Rencontres du Comité militaire

Le Comité militaire s'est réuni cinq fois dans le cadre du CPEA. La crise en Ukraine, le sommet de l'OTAN et ses résultats, ainsi que des questions touchant à la fin des opérations en cours ont été au centre des débats en 2014.

La crise en Ukraine a obligé l'OTAN à redéfinir sa capacité de réaction rapide ainsi que la préparation de ses troupes. La fin de la mission FIAS a également amené le Comité militaire à se demander comment améliorer la coopération entre Alliés et partenaires en matière de préparation à l'engagement. Les modalités de participation aux exercices de l'OTAN ont notamment été abordées. Ce thème est intrinsèquement lié à celui de la plateforme d'interopérabilité, laquelle a été lancée lors du sommet au Pays de Galles. Le rôle de cette plateforme a alimenté les discussions pendant le deuxième semestre. L'OTAN n'a pas encore pris de décision définitive concernant la signification exacte et l'utilisation de cette plateforme.

Les rapports au sujet des opérations conduites par l'OTAN constituent un thème récurrent du Comité militaire. L'apport de la Suisse, notamment son engagement dans le cadre de la KFOR, y est régulièrement évoqué de manière positive.

2.6 Visites bilatérales

En 2014, le chef de l'Armée a accueilli le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), Philip M. Breedlove. Cette rencontre a permis d'échanger des idées et de renforcer les bonnes relations établies entre la Suisse et l'OTAN. Elle a été organisée principalement dans le but d'une visite commune du cours international pour sous-officiers supérieurs à Kriens, qui constitue l'emblème de l'offre de formations proposée par la Suisse dans le cadre du PPP. Les autres sujets abordés comprenaient la coopération bilatérale, les résultats du sommet de l'OTAN au Pays de Galles ainsi que ses conséquences pour la Suisse, la KFOR, le développement de l'armée (DEVA) et l'exercice du Réseau national de sécurité 2014. Au mois de mai, une délégation conjointe du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et du DDPS a mené des discussions à Berne avec le secrétaire général adjoint de l'OTAN chargé des affaires politiques et de la politique de sécurité, l'ambassadeur Thrasyvoulos Stamatopoulos. Les entretiens ont notamment porté sur l'orientation future de l'OTAN et des partenariats après la fin des grandes opérations, en particulier à la lumière des événements en Ukraine.

3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)

3.1 Coopération dans les domaines civils

3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense

En 2014, la Suisse a également contribué à la réalisation du plan d'action du Partenariat pour le développement d'institutions de défense (PAP-DIB). Ce plan appuie de manière ciblée les processus de réforme de la politique de sécurité dans les États d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale, le but étant de former des forces armées efficaces placées sous contrôle démocratique. La mise sur pied de structures transparentes et contrôlées démocratiquement dans le domaine de la sécurité et de la défense demeure une priorité du Partenariat. Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF) est l'instrument principal avec lequel la Suisse soutient la concrétisation du PAP-DIB (voir le ch. 4.2).

La Suisse a en outre poursuivi ses efforts en matière de lutte contre la corruption dans le domaine de la défense. La nouvelle phase de l'initiative lancée en 2007 continue de s'appuyer sur un fonds fiduciaire codirigé par la Suisse, le Royaume-Uni, la Pologne, la Norvège, la Belgique et la Bulgarie. La contribution suisse se concentre sur trois domaines: la traduction du manuel du DCAF accompagné de recommandations⁴, la mise à disposition de plusieurs experts du Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) et du DCAF pour des missions de conseil et des cours, ainsi que l'octroi d'une aide financière.

S'agissant de la réforme du secteur de la sécurité, il convient également de mentionner l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité. En 2014, le DFAE a collaboré à un travail de révision de la politique de l'OTAN/CPEA visant à mettre en œuvre la résolution 1325. Il a également fourni une contribution financière à un projet relevant d'un fonds d'affectation spéciale visant à la promotion des femmes au sein de l'armée jordanienne.

Par ailleurs, la Suisse a encouragé l'échange d'opinions au sujet de la politique de sécurité au sein du Partenariat. Ainsi, le DFAE a soutenu le cours annuel du GCSP sur la politique de sécurité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en intégrant, à Berne, un module qui présentait la perspective de la Suisse sur la politique de sécurité internationale et les défis à venir au Moyen-Orient et dans le monde arabe.

Dans le cadre des efforts de stabilisation de la communauté internationale en Afghanistan et de l'instauration de structures étatiques dans ce pays, le DDPS a aidé le GCSP à organiser à Bakou un cours sur les principes de l'Etat de droit et la bonne gouvernance à l'intention de membres civils du gouvernement afghan.

Enfin, forte de son savoir-faire en la matière, la Suisse a contribué, en 2014 également, à la réforme des académies militaires en Arménie et en Moldavie.

3.1.2 Droit international humanitaire

Pendant l'année sous revue, la Suisse a poursuivi ses efforts pour sensibiliser le CPEA et le commandement opérationnel de l'OTAN à l'application de règles et de standards pour les entreprises militaires et de sécurité privées ainsi que pour les instruments élaborés par la Suisse (Document de Montreux et Code de conduite international⁵). L'OTAN soutient le Document de Montreux depuis 2013, et le dialogue s'est poursuivi en 2014. L'OTAN prend désormais également part au *Montreux Document Forum*, lancé par la Suisse en 2014.

⁴ Le manuel est actuellement disponible dans les langues suivantes: anglais, français, arabe, arménien, azéri, bosnien, dari, géorgien, roumain, russe, serbe et ukrainien.

⁵ Le Code de conduite international s'adresse aux entreprises de sécurité privées, qui s'engagent, en le signant, à respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire dans le cadre de leurs activités.

Par ailleurs, la Suisse a poursuivi son engagement en faveur de la formation en droit international humanitaire (voir aussi le ch. 5.1).

3.1.3 Participation de la Suisse aux fonds d'affectation spéciale

Les fonds d'affectation spéciale du PPP sont un mécanisme mis en place par l'OTAN pour soutenir les Etats du Partenariat dans les domaines de la gestion et de la sécurité des stocks, de la destruction de mines antipersonnel, d'armes légères, d'armes de petit calibre et de munitions conventionnelles, du désarmement, de la démobilisation des militaires, ainsi que de la lutte contre la corruption dans le domaine de la défense.

En 2014, la Suisse a soutenu des projets en Ukraine (destruction de munitions conventionnelles, d'armes de petit calibre et d'armes légères), en Jordanie (promotion des femmes au sein de l'armée jordanienne) et en Mauritanie (destruction de munitions, sécurisation de stocks d'armes et de munitions, éléments liés à la réforme du secteur de la sécurité).

Dans son rôle de codirectrice, la Suisse a continué d'accompagner la mise en œuvre des fonds d'affectation spéciale dans le domaine de la lutte contre la corruption dans les secteurs de la défense et de la sécurité (voir aussi le ch. 3.1.1).

3.1.4 Plans civils d'urgence

Les plans civils d'urgence de l'OTAN couvrent le soutien civil à des opérations militaires, le soutien des autorités nationales en cas de catastrophes civiles, ainsi que la protection de la population contre des armes de destruction massive. Dans ce cadre, la coopération avec les pays partenaires joue un grand rôle. A l'occasion de la célébration des 20 ans du PPP, le rôle de pionniers des plans civils d'urgence dans le domaine de la coopération avec les partenaires a souvent été souligné. En 2014, un représentant d'un pays partenaire a été nommé pour la première fois à la coprésidence d'un groupe de planification.

Pendant l'année sous revue, outre le retrait d'Afghanistan de la FIAS et la situation en Syrie, la crise en Ukraine s'est trouvée au centre des plans civils d'urgence. Le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) a envoyé deux équipes en Ukraine afin de conseiller et de soutenir les autorités locales en matière d'infrastructures critiques. Il s'agissait principalement d'apporter une expertise dans le domaine de l'utilisation et de la maintenance d'installations nucléaires en tenant compte de la situation difficile en matière d'approvisionnement. Les réacteurs nucléaires ukrainiens sont de fabrication russe et nécessitent régulièrement des pièces de rechange.

Pendant le deuxième semestre, les discussions ont aussi porté sur l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, même si l'OTAN n'a pas assumé de rôle actif dans ce contexte.

En 2014, la collaboration et l'échange d'informations avec l'ONU et l'Union européenne dans le domaine des plans civils d'urgence ont été renforcés, ce qui a été apprécié par toutes les parties, car l'accès aux informations pertinentes s'en trouve facilité.

L'OTAN attache une grande importance à la question énergétique, ce qui se reflète dans les programmes de travail. Le groupe Ressources industrielles et services de communication (IRCSG) doit contribuer à la protection des infrastructures critiques dans le domaine énergétique en contrôlant et en adaptant les bonnes pratiques en vigueur. L'IRCSG a participé à l'atelier de l'OSCE consacré à la protection des réseaux énergétiques qui s'est déroulé à Vienne et à Bratislava. Il a également été invité à apporter une contribution à l'atelier *The Protection of Critical Energy Infrastructure against Emerging Security Challenges* à Tbilissi.

Au mois de mai, la Suisse a organisé à Montreux le séminaire annuel de l'IRCSG, dédié aux conséquences d'infrastructures critiques vieillissantes ou déficientes. Plus de 70 experts venant de pays alliés et partenaires de l'Alliance ont participé à cet événement, qui s'est conclu par une visite technique de la centrale électrique de Bieudron en Valais.

En octobre, l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) a participé à Bruxelles à l'assemblée plénière du groupe mixte Santé, agriculture et ravitaillement (JHAFG). Lors de cette visite, l'OFAE a discuté des contributions qu'elle peut fournir au JHAFG avec différents représentants nationaux et collaborateurs de l'OTAN. Par ailleurs, le groupe de travail ad hoc consacré à l'eau a reçu un soutien sous la forme d'une expertise en matière de sécurité de l'approvisionnement et de protection contre le sabotage. Au mois de novembre, l'office a également accueilli une représentante de la Mission suisse à Bruxelles durant une demi-journée afin d'échanger des opinions et des connaissances.

3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises

Pendant l'année sous revue, l'OTAN n'a pas mené d'exercice multinational de gestion des crises (CMX). En novembre, la Suisse a toutefois participé à l'exercice de cyberdéfense *Cyber Coalition*, qui a réuni plus de 30 pays et 600 experts nationaux. Pour la première fois, des représentants d'universités et du secteur industriel ont participé à cet exercice en qualité d'observateurs. L'exercice *Cyber Coalition* consiste en une série d'exercices dans le domaine de la cyberdéfense de l'OTAN qui permet de tester la capacité des Alliés et des pays partenaires à coordonner leurs actions et à coopérer pour parer à des cyberattaques simulées.

3.1.6 Autres activités civiles

Lors des discussions consacrées à l'avenir des partenariats, la Suisse s'est de nouveau engagée en faveur de l'utilisation du PPP dans le cadre de la sécurité humaine. Dans ce but, elle a participé à l'organisation d'un séminaire à Bruxelles.

Organisée par l'OTAN et accueillie par la Suisse, la dixième conférence annuelle de l'OTAN sur la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération dans le domaine des armes de destruction massive s'est tenue à Interlaken les 23 et 24 juin. Il s'agit de l'une des plus grandes conférences dans ce domaine et de l'une des rares plateformes où il est possible de discuter de tous les aspects, c'est-à-dire tant du désarmement que de la non-prolifération. Exception faite de l'ouverture officielle, la conférence est informelle, ce qui signifie que les discussions sont plus libres que lors d'autres manifestations. La conférence a rassemblé une cinquantaine d'Etats, dont des membres de l'Alliance, des pays partenaires et des Etats invités (par ex. le Pakistan, la Chine, l'Inde et les Etats du Golfe). Le président de la Confédération, Didier Burkhalter, a ouvert la conférence avec une allocution consacrée au désarmement nucléaire et à la non-prolifération. A cette occasion, il a qualifié le dialogue et la coopération en matière de sécurité de moyens indispensables à la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires. Dans cette optique, la Suisse est disposée à assumer un rôle de médiatrice lors des discussions consacrées au désarmement.

Au mois de septembre, sur mandat du DFAE, le GCSP a organisé à Glion et à Montreux la troisième édition des tables rondes de Zermatt concernant la sécurité dans l'espace Asie-Pacifique.

Des entretiens exploratoires consacrés à la collaboration dans le domaine de la cybersécurité ont été approfondis.

3.2 Coopération dans les domaines militaires

3.2.1 Développement des forces armées et standardisation

L'armée utilise le PPP et ses instruments (exercices, cours, groupes de travail) afin d'échanger des connaissances et des expériences. Elle profite également du savoir des partenaires sur la doctrine et les procédures d'engagement ainsi que sur les exigences posées au matériel, à la formation, au personnel et à l'organisation dans le cadre d'un en-

gagement. L'Armée suisse a accueilli, en 2014 également, plusieurs conférences et ateliers, notamment sur l'aide au commandement et le service sanitaire.

Le PPP est la plateforme centrale d'amélioration des compétences en matière de coopération militaire (interopérabilité) pour les fractions de l'armée qui doivent être en mesure de coopérer au niveau international (par ex. Forces aériennes, SWISSINT). Des moyens interopérables et des procédures harmonisées sont indispensables à la coopération avec d'autres Etats, d'où l'importance que revêt la participation de l'armée à l'élaboration et au développement de normes communes. Dans cette lignée, la Suisse continue à participer au processus de planification et d'examen (PARP). Lors de leurs entretiens, l'OTAN et la Suisse ont défini des objectifs de coopération en phase avec l'orientation de la politique suisse de sécurité et le processus de réforme de l'armée. Par ailleurs, des représentants de l'armée ont participé à des conférences de planification telles que la conférence des partenaires militaires stratégiques ou la conférence des chefs de la transformation (*Chiefs of Transformation Conference*).

Egalement en vue de favoriser la coopération militaire et le partage de connaissances et d'expériences, l'Armée suisse a détaché temporairement trois représentants auprès des quartiers généraux et institutions de l'OTAN: un officier auprès du Commandement allié Opérations (ACO) – le quartier général de stratégie militaire – à Mons (Belgique), un autre auprès du Commandement allié Transformation (ACT) à Norfolk (Etats-Unis), ainsi qu'un sous-officier supérieur auprès de l'école de l'OTAN à Oberammergau (Allemagne).

3.2.2 Coopération en matière de formation

S'agissant de la coopération multilatérale en matière de formation, l'armée s'intéresse à l'échange de connaissances et d'expériences ainsi qu'à la capacité à coopérer dans des domaines spécifiques. Les cours et modules proposés par le Partenariat sont utilisés principalement pour le perfectionnement du personnel professionnel et pour la formation militaire de spécialistes. Les exercices offrent la possibilité de tester les propres compétences et capacités, par exemple de contrôler les processus de conduite et de travail d'état-major, la doctrine et les procédures d'engagement, ainsi que les moyens techniques et la capacité à coopérer. L'armée utilise ces exercices en priorité pour enrichir sa propre expérience et améliorer sa capacité à coopérer dans des engagements de promotion de la paix.

L'Armée suisse a organisé 21 cours PPP (voir le tableau 5.1). Les cours ont porté principalement sur l'instruction alpine, la formation à la conduite pour sous-officiers supérieurs, le droit international des conflits armés, la coopération entre organes civils et organes militaires, le déminage humanitaire et la formation à la communication. Dans la mesure du possible, les cadres sont formés selon le principe de formation des formateurs (*train the trainers*).

En 2013, après plusieurs années d'efforts, un programme de référence de l'OTAN concernant les études militaires professionnelles pour les sous-officiers a pu être mis sur pied. La Suisse a apporté une contribution déterminante à la réussite de ce projet issu d'une initiative d'un groupe de travail du Groupement d'instituts d'études de défense et de sécurité du PPP (Groupement PPP), dans lequel la Suisse joue un rôle actif. Concernant la formation des cadres, l'Armée suisse et le GCSP participent activement à la rencontre annuelle des commandants des centres de formation et d'entraînement des partenariats (PTEC). A la fois forum et réseau, cette rencontre permet d'échanger des informations et de partager des expériences dans le domaine de la formation.

En collaboration avec le GCSP, la Suisse a organisé, pour la sixième fois, l'*Annual Senior Officers' Security and Law Conference*. Cette conférence met l'accent sur la collaboration coordonnée entre organisations militaires, civiles et humanitaires lors de missions complexes.

3.2.3 Recherche et développement technologiques en matière d'armement

L'échange d'informations et d'expériences sur la recherche et la technologie permet d'obtenir une vue d'ensemble des priorités des armées occidentales concernant les technologies militaires futures. L'échange de savoir multilatéral permet en outre à armasuisse de développer des compétences en matière d'évaluation et de reconnaissance précoce des technologies.

Un représentant d'armasuisse est présent à la Mission suisse auprès de l'OTAN à Bruxelles afin de défendre les intérêts du domaine de l'armement auprès de l'OTAN. D'autres représentants d'armasuisse actifs dans le domaine de compétence de l'acquisition siègent dans des comités techniques de l'OTAN dans le cadre de projets d'armement nationaux. En outre, armasuisse entretient des rapports avec l'Agence OTAN de soutien (NSPA) à Capellen (Luxembourg) et prend part aux programmes *Stinger* et *Amraam* du Partenariat. Le domaine de compétences Science et technologie (Sci+T) d'armasuisse est représenté dans des groupes de travail de l'Organisation OTAN pour la science et la technologie (STO). Les connaissances acquises dans ces organes sont utiles pour la recherche dans le domaine de la sécurité. En octobre, le représentant d'armasuisse à Bruxelles a pris part à la conférence annuelle des directeurs nationaux des armements. Avec le soutien d'armasuisse, l'industrie suisse a participé au mois de novembre à une conférence du Groupe consultatif industriel de l'OTAN (NIAG) à Split (Croatie).

4. Activités des centres de Genève et du Centre de recherche sur la politique de sécurité de l'EPFZ

4.1 Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP)

Le GCSP est l'un des deux PTEC certifiés de Suisse. Son offre de formation comporte un cours de huit mois sur la politique de sécurité, un cours de deux mois sur la politique européenne de sécurité, ainsi qu'un cours de deux mois sur les nouveaux défis en matière de politique de sécurité. Tous ces cours peuvent également être suivis par des participants provenant des Etats membres de l'OTAN et des pays partenaires. Le centre propose par ailleurs plusieurs cours de courte durée pour répondre à des besoins spécifiques en matière de formation, avec notamment les cours d'orientation pour attachés de défense et hauts fonctionnaires organisés à Genève en février, à Sarajevo en octobre et à Amman en novembre.

Le GCSP soutient l'initiative du PPP visant à promouvoir la transparence et à lutter contre la corruption dans le domaine de la défense. En 2014, plusieurs cours et séminaires ont abordé ce sujet; le centre a notamment collaboré à l'un d'entre eux à Bakou pour des officiels afghans.

Le cours annuel PPP à l'intention des officiers généraux (*Annual Senior Officers' Seminar, ASOS*), organisé par le GCSP, s'est tenu pour la septième fois à Genève.

Le GCSP a également organisé pour la quatrième fois le *Weapons Law and the Conduct of the Legal Review of Weapons Course* à Genève.

En sa qualité de PTEC, le GCSP défend aussi ses intérêts dans le groupe des centres d'entraînement certifiés du PPP. Au sein du Groupement PPP, le GCSP a participé activement à différents groupes de travail et a notamment assuré la co-présidence du groupe de travail créé en 2012 afin de traiter les défis de sécurité émergents.

De plus amples informations sont disponibles sous www.gcsp.ch.

4.2 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF)

En 2014, le DCAF a pu poursuivre sa collaboration avec des Etats membres de l'OTAN et pays partenaires dans l'espace de l'ancienne URSS. Dans ce contexte, la présidence suisse de l'OSCE a exercé une influence positive sur la coopération avec certains Etats. La collaboration avec l'Arménie et la Mongolie (nouveau membre de l'OSCE) a notamment pu être intensifiée.

Pendant l'année sous revue, le manuel sur le développement de l'intégrité et la réduction de la corruption dans le secteur de la défense, publié par le DCAF en 2010 et financé par le fonds d'affectation spéciale PPP correspondant, a pu être traduit en bosnien, en croate et en serbe. En parallèle, des séminaires de développement des capacités ont été proposés dans les régions linguistiques correspondantes. Depuis 2012, le DCAF soutient également des programmes d'auto-évaluation en Europe du Sud-Est. De plus, il développe depuis 2014 un modèle de formation pour les spécialistes en développement de l'intégrité.

Au niveau opérationnel, le DCAF a continué en 2014 d'apporter son soutien à la réforme de la défense en Ukraine avec une série de projets. En collaboration avec le Parlement ukrainien, les lois sur le secteur de la sécurité adoptées depuis 2013 ont été éditées en ukrainien avec un regard critique. La collaboration avec les établissements d'enseignement ukrainiens actifs dans le domaine de la défense s'est poursuivie. Malgré plusieurs attaques de pirates informatiques, une série d'ouvrages en ukrainien et en russe sur le processus de démocratisation ont pu être ajoutés au site internet. La collaboration avec la société civile a été renforcée, notamment par des contributions à des conférences sur les services de renseignement, la cybersécurité et la lutte contre la corruption dans les domaines de la défense et de la police. Le DCAF a également participé à une formation à la conduite dans le domaine stratégique, ainsi qu'à l'élaboration de plusieurs rapports

d'experts concernant notamment la protection des infrastructures et le développement de l'intégrité.

Dans le domaine du développement d'institutions de défense (PAP-DIB), les documents de base du DCAF ont été réédités en ukrainien et en russe. L'ouvrage de référence *Defence Institution Building* a été traduit en azéri et remis aux cercles intéressés du domaine de la sécurité, de la presse et de la société civile dans le cadre de différentes manifestations.

Le guide d'auto-évaluation du DCAF sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice a été traduit en moldave et a fait l'objet d'une présentation, de même que le manuel sur les institutions de médiation destiné à l'armée (*Ombuds Institutions for the Armed Forces – A Handbook*) et celui sur le contrôle politique des services de renseignement (*Overseeing Intelligence Services – A Toolkit*).

La documentation sur la coopération en matière de sécurité et de développement en Asie centrale a continué à être développée en collaboration avec des experts de la région. Une série de séminaires sur la gouvernance de la sécurité dans les Etats démocratiques a pu être organisée au Kirghizistan et au Tadjikistan. Dans ce dernier pays, le programme de formation sur les droits de l'homme et les droits civils dans le secteur de la sécurité a pu être poursuivi, par l'intermédiaire notamment de programmes de développement des capacités destinés au bureau de l'ombudsman. Géré en commun par la représentation de l'OSCE et l'ambassade de France à Bichkek, le projet consacré à la création et à l'utilisation d'une salle de contrôle destinée à la prévention et à la gestion des crises a également pu être poursuivi.

Dans le Caucase, le DCAF a cofinancé des séminaires sur la réforme du secteur de la sécurité en Azerbaïdjan, en Arménie et en Géorgie. Dans ces deux derniers pays, le contrôle parlementaire exercé sur le secteur de la sécurité a été soumis à une évaluation dont les résultats détaillés ont été présentés aux parlements et à la communauté internationale. En Arménie, un programme de réforme et de développement des capacités a pu être mis en œuvre en collaboration avec le bureau de l'OSCE à Erevan et le Parlement, le ministère de la défense et la direction de la police.

En Mongolie, la collaboration avec le groupe de travail parlementaire se chargeant de la réforme du secteur de la sécurité a été poursuivie. Des propositions concernant le concept de formation et les contrôles internes en cas de soupçons de corruption ont notamment été élaborées.

Dans le cadre de sa collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le DCAF a soutenu l'organisation des séminaires Rose Roth à Bakou, Sarajevo et Varsovie. Par ailleurs, une nouvelle édition du manuel Contrôle et orientation a pu être élaborée.

Le groupe de travail consacré à la réforme du secteur de la sécurité, rattaché au Groupement PPP, a été dirigé par le DCAF en 2014 également.

Pendant l'année sous revue, le DCAF est resté à la disposition du Comité OTAN sur la dimension de genre (NCGP) pour répondre à ses questions.

De plus amples informations sont disponibles sous www.dcaf.ch.

4.3 Centre d'études sur la politique de sécurité de l'EPFZ (CSS)

En 2014, l'*International Relations and Security Network (ISN)*, réseau administré par le CSS, s'est intéressé au déroulement des prestations du PPP. Sur la base de la décision de suspendre, à la fin 2014, la contribution de la Suisse au Groupement PPP dans le domaine ADL/*e-learning*, ce dernier a été supprimé au sein de l'ISN avec effet au 31 décembre. La plateforme d'apprentissage du Groupement PPP (*PfP-Consortium Learning Management System, PfP-LMS*), gérée jusqu'ici par l'ISN, a été transférée à l'armée et au Commandement allié Transformation (ACT) de l'OTAN afin d'assurer le maintien à long terme des ressources d'enseignement développées pendant ces dix dernières an-

nées. La nouvelle plateforme PfP-LMS reprendra l'exploitation régulière du système suisse dès le 1^{er} janvier 2015. Le 1^{er} juin 2015, l'ancienne plateforme sera définitivement arrêtée après la fin des cours PPP de longue durée du GCSP. Cela permettra de garantir que ce changement de système de grande ampleur n'aura que des effets secondaires limités sur d'autres activités du PPP.

Pendant l'année sous revue, dans le cadre notamment du nouveau cours de l'OTAN *eLearning Instructional Design* (M7-126-A-14), l'ISN a pu partager avec les organisations partenaires du PPP son vaste savoir concernant l'utilisation de technologies modernes dans le cadre de formations et de perfectionnements touchant à l'armée et à la politique de sécurité. Par ailleurs, une rencontre bilatérale entre l'initiative ADL et l'ISN a permis de définir les exigences particulières que doivent prendre en compte les solutions interopérables dans le domaine du soutien technologique à des programmes complexes de formation et de perfectionnement. Ces exigences sont intégrées dans la définition de la nouvelle génération de normes ADL. L'ISN a apporté ainsi une dernière contribution à des solutions ADL helvétiques pour la Suisse qui sont axées sur l'avenir.

De plus amples informations sont disponibles sous www.isn.ethz.ch.

5. Annexes

5.1 Cours PPP en Suisse

Cours	Organisation / réalisation	Participants / Etats
<p>PfP / UN-CMCoord Special Course for OCHA Humanitarian Affairs Officers (HAO)</p> <p>Ce cours s'adressait principalement aux spécialistes des affaires humanitaires du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) en mission en Afrique. Il visait à fournir des informations dans le domaine de la coordination civile-militaire et à relever l'effectif de base des agents de coordination civilo-militaire dans les divers bureaux du BCAH sur place.</p>	DDPS/BCAH (ONU)	21/16
<p>PfP / 5th UN-CMCoord Training of Trainers Course (ToT)</p> <p>Ce cours, organisé pour la cinquième fois au niveau mondial, avait pour but de former de nouveaux modérateurs (<i>facilitators</i>) et directeurs de cours (<i>course directors</i>), qui seront à l'avenir chargés d'organiser des cours de coordination civilo-militaire de l'ONU d'après le nouveau concept en trois phases.</p>	DDPS/BCAH (ONU)	12/10
<p>CWMC – Combined Winter Mountain Course, Basic & Advanced</p> <p>Ce cours alpin d'hiver de 10 jours propose aux participants une formation sur la thématique du mouvement et de la survie en haute montagne sous des conditions difficiles (<i>Advanced</i>).</p>	DDPS	8/3 (<i>Adv.</i>)
<p>CSMC – Combined Summer Mountain Course, Basic & Advanced</p> <p>Ce cours alpin d'été de 2 fois 10 jours propose aux participants une formation sur les thématiques du mouvement et de la survie en haute montagne sous des conditions difficiles (<i>Basic</i>) ainsi que de l'organisation et de l'exécution d'opérations de recherche et de sauvetage.</p>	DDPS	9/4 (<i>Basic</i>) 6/3 (<i>Adv.</i>)
<p>KOMKA BC – Media and Communications Training, Basic Course</p> <p>Ce cours de base est destiné aux officiers et collaborateurs civils pressentis pour travailler comme <i>public affairs / press and information officers</i>. Ils y apprennent à planifier, organiser et évaluer correctement des séances d'information à l'intention des médias dans des conditions difficiles, telles que lors d'opérations de soutien à la paix ou d'engagements d'aide en cas de catastrophe.</p>	DDPS	13/10
<p>KOMKA AC – Media and Communications Training, Advanced Course</p> <p>Ce cours avancé est destiné aux officiers et collaborateurs civils qui ont déjà été engagés en tant que <i>public affairs / press and information officers</i>. Ils y apprennent à conseiller et guider les commandants dans la planification, l'organisation et l'évaluation de séances d'information à l'intention des médias dans des conditions difficiles.</p>	DDPS	14/11
<p>ICPSO – Introductory Course Peace Support Operations</p> <ul style="list-style-type: none"> - PSO – Peace Support Operations - IOE – Interacting Operational Environment - BST – Basic Security Training <p>Ce cours de base de 15 jours pour l'engagement en faveur de la paix vise à donner aux participants les principaux instruments et compétences et à les préparer à un engagement international sur le terrain.</p>	DDPS	82/11

Cours	Organisation / réalisation	Participants / Etats
<p>NCO Interm LS – Non-Commissioned Officers Intermediate Leadership Course (2 cours)</p> <p>Ce cours intermédiaire pour sous-officiers supérieurs permet aux participants d'apprendre à prendre les commandes à l'échelon de l'unité multinationale, à épauler leur supérieur, ainsi qu'à promouvoir l'éthique dans le cadre militaire. Ils améliorent leurs propres capacités de conduite et de communication.</p>	DDPS	32/18 (avr.) 28/18 (oct.)
<p>NCO Adv LS – Non-Commissioned Officers Advanced Leadership Course (2 cours)</p> <p>Ce cours avancé pour sous-officiers supérieurs permet aux participants d'apprendre à prendre les commandes, à épauler leur commandant à l'échelon de la brigade multinationale, ainsi qu'à mettre en place et à gérer un système de conseil dans un contexte international.</p>	DDPS	29/19 (janv.) 26/14 (déc.)
<p>Ammunition Safety and Stockpile Management</p> <p>Ce cours de base sur la sécurité et la gestion des stocks ainsi que la destruction de munitions stockées s'adresse à des personnes prévues pour des engagements dans ce domaine. Cette thématique est nouvelle dans le cadre des missions de l'ONU, ce qui explique le grand succès rencontré par ce cours.</p>	DDPS/CIDHG	26/20
<p>IMSMA Training Course</p> <p>Ce cours permet aux participants d'approfondir leurs connaissances en matière de banques de données régionales ou nationales sur la problématique de l'élimination des mines et des munitions non explosées. Ils apprennent à analyser et à interpréter la situation en s'aidant du système d'information géographique (SIG). Pour les participants suisses, ce cours est également proposé en tant qu'entraînement à l'engagement.</p>	DDPS/CIDHG	10/9 (mars) 7/6 (nov.)
<p>Quality and Results Based Management (RBM) in Mine Action</p> <p>Ce cours offre aux participants des connaissances de base en matière de gestion fondée sur les résultats et de gestion de la qualité dans le domaine du déminage humanitaire. Le but est de permettre aux responsables sur le terrain et aux bailleurs de fonds de pratiquer une gestion axée sur les objectifs et les résultats.</p>	DDPS/CIDHG	22/18
<p>SUNMOC – Training Course for Military Observers for UN and OSCE Missions</p> <p>Ce cours d'introduction est destiné aux futurs observateurs dans le cadre d'engagements de l'ONU. Outre la connaissance des structures internationales, il vise à améliorer l'aptitude à communiquer, à gérer des problèmes de sécurité et à interagir avec les médias.</p>	DDPS	45/21
<p>MILMED – Course on International Law of Armed Conflict for Medical Officers and Young Military Doctors, Law of Armed Conflict</p> <p>Ce cours de base sur les principes du droit international des conflits armés à l'intention des médecins et du personnel médical met l'accent sur leur responsabilité particulière. L'objectif est de motiver les participants à promouvoir l'enseignement du droit international des conflits armés dans leur pays.</p>	DDPS	45/20
<p>Security Sector Reform (SSR) Level 2</p> <p>Ce cours spécialisé destiné aux praticiens chevronnés (<i>senior practitioners</i>) propose aux participants d'échanger des expériences et des connaissances de manière active. Il vise en outre à développer un réseau et à établir ou à renforcer les relations non seulement entre les différentes institutions et organisations, mais aussi entre les participants eux-mêmes. De plus, il permet parfois de recruter du personnel pour les missions de l'Armée suisse.</p>	DDPS/DCAF	25/18

Cours	Organisation / réalisation	Participants / Etats
<p>Ammunition & Staff Assessment Visit Course à Thoune</p> <p>Ce cours est destiné au personnel actif au niveau opérationnel des centres de vérification des Etats membres du groupe multinational sur les ALPC et les munitions conventionnelles. Il fournit des connaissances concernant l'évaluation de la gestion et de la sécurité des munitions conventionnelles. Du point de vue des contenus et des dates, il est synchronisé avec le <i>Small Arms, Light Weapons and Staff Assessment Visit Course</i> dispensé par le centre de vérification de la Bundeswehr allemande.</p>	DDPS	24/7
<p>ETC 18 – European Training Course in Security Policy</p> <p>Ce cours annuel de deux mois est consacré aux questions de sécurité euro-atlantique dans le contexte international. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Le cours est proposé dans le cadre du PPP, mais est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	24/21
<p>ITC 28 – International Training Course in Security Policy</p> <p>Ce cours annuel de huit mois est consacré aux questions de sécurité régionale et mondiale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Le cours est proposé dans le cadre du PPP, mais est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	29/34
<p>NISC 15 – New Issues in Security Course</p> <p>Ce cours annuel de deux mois est consacré aux défis actuels et futurs de la sécurité globale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Le cours est proposé dans le cadre du PPP, mais est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	22/22
<p>Annual Senior Officers' Security and Law Conference, Genève</p> <p>Cette conférence annuelle de trois jours destinée aux officiers généraux et aux experts juridiques est consacrée à des questions liées à l'approche globale de missions multidimensionnelles.</p>	GCSP	18/16
<p>Annual Senior Officers' Seminar (ASOS), Genève</p> <p>Ce séminaire annuel de trois jours est destiné aux officiers généraux et aux cadres supérieurs de ministères de la défense.</p>	GCSP	27/24
<p>Defence Attaché Orientation Modules</p> <p>Ce module de formation d'une semaine est destiné aux représentants de ministères de la défense qui sont engagés dans un environnement multilatéral. Proposé dans le cadre du PPP, il est dispensé à Genève, à Amman (Jordanie) et à Sarajevo (Bosnie et Herzégovine). Il est également ouvert aux participants d'autres Etats.</p>	GCSP	158/81
<p>5th Baku Course for Afghan Officials: State and Nation Building in Transition</p> <p>Ce cours est destiné aux fonctionnaires afghans des ministères des affaires étrangères, de la justice et de l'intérieur, de l'<i>Afghanistan Independent Human Rights Commission</i>, du bureau du procureur général et d'autres unités administratives nationales ou régionales. Il est financé par l'ADA (Académie diplomatique d'Azerbaïdjan, Bakou), la Lettonie et la Suisse. Le GCSP a contribué à l'organisation et à l'élaboration de contenus.</p>	GCSP/ADA	20/1
<p>Weapons Law and Weapons Review Training Course</p> <p>Ce cours est destiné à des juristes ainsi qu'à d'autres collaborateurs étatiques engagés dans l'évaluation de bases juridiques afin d'affiner leur compréhension et de leur permettre de garantir le respect des lois par les différents Etats.</p>	GCSP	15/14

Cours	Organisation / réalisation	Participants / Etats
<p data-bbox="256 226 839 255">Practical eLearning and ADL for Mobile Learning</p> <p data-bbox="256 264 979 454">Ce module destiné à des concepteurs et à des administrateurs de cours fournit la compréhension détaillée et les compétences pratiques permettant de créer, d'organiser et de réaliser des unités de formation avec des technologies mobiles faisant partie d'applications ADL plus complexes. Il a été proposé en tant qu'élément du cours de l'OTAN <i>eLearning Instructional Design</i> dispensé par l'école de l'OTAN à Oberammergau.</p>	ISN/EPFZ	25/15

5.2 Autres manifestations

Manifestation	Organisation / réalisation	Participants / Etats
16 th Annual Middle East and North Africa Training Course on International Security: New Issues, Genève/Berne	DFAE, GCSP	26/19
<p>Cours technique ALPC, Thouné</p> <p>Ce cours est destiné au personnel actif au niveau opérationnel des centres de vérification des Etats membres du groupe multinational sur les ALPC et les munitions conventionnelles. Il fournit des connaissances concernant l'évaluation de la gestion et de la sécurité des munitions conventionnelles. Du point de vue des contenus et des dates, il est synchronisé avec le <i>Small Arms, Light Weapons and Staff Assessment Visit Course</i> dispensé par le centre de vérification de la Bundeswehr allemande.</p>	DDPS	24/7
3 rd Zermatt Roundtable on Current Security Issues in the North Pacific Region, Glion/Montreux	DFAE, GCSP	14/5
10 th Nato Conference on Weapons of Mass Destruction, Arms Control, Disarmament and Non-proliferation, Interlaken	DFAE, OTAN	94/57
Policy Workshop on Partnership for Peace and Human Security: 20 years of putting values into practice, Bruxelles	DFAE, OTAN	141/47
Regional Conference on foreign Terrorist Fighters: A meeting for experts and practitioners from Europe, the Middle East and North Africa	DFAE, OTAN	115/34

5.3 Finances

Activités du DDPS	Montant (en CHF)	Activités du DFAE	Montant (en CHF)
Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	639 485	Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	266 654
Participation de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	591 424		
Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	1 416 521	Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	297 500
Délégations (Mission suisse auprès de l'OTAN à Bruxelles et militaires de carrière en poste à l'OTAN)	466 424		
Dépenses du DDPS	3 113 854	Dépenses du DFAE	564 154
Dépenses totales en 2014			3 678 008

5.4 Abréviations

Abréviation	Désignation
ACO	Commandement allié Opérations
ACT	Commandement allié Transformation
ADL	Cours de technique évoluée d'enseignement (<i>advanced distributed learning</i>)
ALPC	Armes légères et de petit calibre
ASOS	<i>Annual Senior Officers' Seminar</i>
CIDHG	Centre international de déminage humanitaire de Genève
CMX	Exercice de gestion des crises
CPEA	Conseil de partenariat euro-atlantique
CSS	Centre d'études sur la politique de sécurité
DCAF	Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DEVA	Développement de l'armée
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
EADRCC	Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe
EPFZ	Ecole polytechnique fédérale de Zurich
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
GCSP	Centre de politique de sécurité de Genève
IRCSG	Groupe Ressources industrielles et services de communication
ISN	<i>International Relations and Security Network</i>
JHAFG	Groupe mixte Santé, agriculture et ravitaillement
KFOR	<i>Kosovo Force</i>
NCGP	Comité OTAN sur la dimension de genre
NCO	Sous-officier
NIAG	Groupe consultatif industriel de l'OTAN
NSPA	Agence OTAN de soutien
OFAE	Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAP-DIB	Plan d'action du Partenariat pour le développement d'institutions de défense
PARP	Processus de planification et d'examen
PfP-LMS	Plateforme d'apprentissage du Groupement PPP
PPP	Partenariat pour la paix
PTEC	Centres de formation et d'entraînement des partenariats
SACEUR	Commandant suprême des forces alliées en Europe
STO	Organisation OTAN pour la science et la technologie
SWISSINT	Centre de compétences de l'Armée suisse pour les engagements à l'étranger
WEP	Partenaires d'Europe occidentale

5.5 Liens

Partenariat pour la paix (PPP), site suisse	www.pfp.admin.ch
Centre de recherche sur la politique de sécurité, EPFZ	www.css.ethz.ch
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève	www.dcaf.ch
Centre de politique de sécurité de Genève	www.gcsp.ch
Mission suisse auprès de l'OTAN	www.eda.admin.ch/nato